

Le temps de l'Algérie

par Arthur Asseraf

En retraçant l'histoire des Algériens de 1516 à 2012, ce livre met au jour des continuités à travers les périodes ottomanes, françaises et indépendantes. Ce choix, qui permet de remettre le colonial à sa place, débouche sur une question : pourquoi n'y a-t-il pas eu de Printemps arabe en Algérie ?

Recensé : James McDougall, *A History of Algeria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 448 p.

« Les problèmes viennent d'Algérie » (*al mashakil jayya min al-jaza'ir*). Selon l'historienne états-unienne Julia Clancy-Smith, les Tunisiens frontaliers de l'Algérie utilisaient cette expression dans le trouble des années 1990. L'Algérie est souvent présentée comme une machine à engendrer des problèmes — pour les autres. Problèmes politiques et sécuritaires, tout d'abord. Dans les programmes scolaires français, par exemple, l'Algérie n'apparaît que lorsque sa guerre d'indépendance vient troubler la constitution métropolitaine, disparaissant ensuite sous les flots une fois qu'elle a abattu la Quatrième République.

Mais l'Algérie est aussi grande génératrice de problèmes théoriques. Qui peut réfléchir à la colonisation sans lire Fanon à Blida, ou à la distinction sociale sans lire Bourdieu en Kabylie ? Tour à tour phare du Tiers-monde révolutionnaire et leçon de morale d'une transition démocratique ratée dans le monde arabe, l'Algérie n'apparaît trop souvent que comme modèle ou contre-modèle pour d'autres.

Le rapport entre État et société

Et si l'on essayait de comprendre l'Algérie non pas comme un problème, mais comme un territoire où vivent des gens, en somme, comme un pays avec une histoire ? Tel est le pari

relevé par le nouvel ouvrage de l'historien britannique James McDougall, maître de conférences à l'université d'Oxford, qui retrace l'histoire des Algériens de 1516 à 2012.

Avec cette période longue, on aurait pu s'attendre à une synthèse, dont l'historiographie algérienne, en pleine expansion depuis le début des années 2000, a d'ailleurs cruellement besoin. Le cinquantenaire de l'indépendance en 2012 a vu la publication d'un important ouvrage collectif franco-algérien, mais celui-ci se limite à la période coloniale¹. Or, alliant travail d'archives et de terrain, J. McDougall offre les fruits d'une recherche massive qui va bien au delà de la simple synthèse.

Son fil rouge est le rapport entre État et société. J. McDougall s'inscrit contre ce qu'il voit comme le stéréotype d'une société algérienne atomisée face au « pouvoir », pour montrer la persistance d'institutions sociales et de communautés locales. Il croise des éléments de narration politique avec des plongées dans des localités et des personnages précis, autant de vignettes qui brossent un portrait pluriel de la société algérienne.

Comme toute œuvre sur une période longue, les choix les plus intéressants se font au niveau de la chronologie, et c'est donc sur cet aspect qu'on se concentrera ici. Car le parti pris de se déployer de 1516 à 2012 permet surtout de dépeindre des continuités longues à travers les périodes ottomanes, françaises et indépendantes, ce qui constitue la force principale de l'ouvrage.

Remettre le colonial à sa place

Il est d'usage de commencer l'histoire de l'Algérie moderne en 1830, avec la prise d'Alger par les Français. J. McDougall commence en 1516, avec l'arrivée des Ottomans, montrant que c'est la période ottomane qui crée véritablement une structure étatique sur le territoire algérien. De nos jours encore, le dialecte arabe algérien désigne l'État par un mot turc : le *beylik*. Ce qu'on réduit trop souvent à une période « précoloniale » monochrome est ici dépeint comme une mosaïque où la « profondeur » de l'État varie considérablement selon les régions et les modes de vie.

Mais c'est bien dans la période coloniale, à laquelle il consacre 3 chapitres, que l'ouvrage déploie sa force. Celle-ci est découpée de manière originale, mettant de côté une chronologie classique qui ne fait que reprendre celle des régimes métropolitains (1830, 1848, 1870, 1940, etc.), déjà sévèrement critiquée par Sylvie Thénault, parmi d'autres. J. McDougall distingue d'abord une longue phase de bouleversements de la conquête de 1830 à 1912, suivie d'une nouvelle phase d'invention de nouvelles formes politiques au contact des institutions françaises.

¹ Jean-Pierre Peyroulou, Abderrahmane Bouchène, Ouanassa Siari-Tengour, Sylvie Thénault (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, La Découverte/Barzakh, 2012.

Chaotique et dévastatrice, la conquête n'est pas pour autant un « rouleau compresseur » qui aurait anéanti les structures sociales algériennes. Malgré la guerre, les expropriations et les épidémies de la conquête, J. McDougall montre la continuité de certaines familles de notables depuis la période ottomane jusqu'au XX^e siècle. En 1831, Ahmed Boudierba, marchand algérois marié à une Française, propose aux Français un gouvernement municipal d'Alger sur des principes libéraux. En 1914, ses petits-fils, Omar, Ahmed et Ali, sont avocats, conseillers municipaux ou médecins à Alger, partisans eux aussi d'une conciliation entre la France et les élites algériennes.

Mais, dans cette continuité, quelle est la place d'une histoire des colons ? Si J. McDougall montre avec finesse à la fois la proximité et les limites des rapports hégémoniques entre colonisateurs et colonisés, cet argumentaire est desservi par un découpage qui place l'histoire des communautés européennes et juives dans un chapitre à part sur l'élaboration de l'État colonial. Plutôt que de les cloisonner et de redoubler ainsi la narration sur la même période, il aurait été intéressant de traiter les rapports de ces communautés avec un État colonial avec lequel elles sont trop souvent confondues.

Née dans la guerre

Les découpages portent en revanche tous leurs fruits quand J. McDougall se tourne vers la période charnière de la longue guerre d'indépendance, de 1942 à 1962. Celle-ci est enfin envisagée à juste titre, non pas comme le réveil inévitable d'une nation ou le résultat d'une malheureuse crise politique française, mais comme une transformation profonde de la société et du territoire algérien.

J. McDougall finit de démolir deux mythes déjà bien égratignés par ses travaux précédents : d'un côté, une vision tragique de la guerre, qui y voit la fin d'une suite d'« occasions manquées » d'intégrer les Algériens à la France ; de l'autre, une vision héroïque qui positionne le FLN comme acteur unique et inéluctable d'un système colonial qui ne pouvait que mourir d'une seule manière. Ici, l'histoire intérieure du FLN montre des hommes divisés et en proie à des contradictions internes multiples, mais capables de les sublimer pour atteindre des objectifs externes.

Surtout, la guerre d'indépendance fait paradoxalement pénétrer l'État français là où il n'a jamais été auparavant, entraînant des déplacements massifs, une urbanisation accélérée et des recompositions sociales brutales. À deux, l'insurrection du FLN et la contre-insurrection française engendrent une nouvelle société dont l'Algérie indépendante est l'héritière.

Les chapitres les plus originaux et les plus importants portent justement sur cette histoire de l'Algérie indépendante après 1962, période qui manque cruellement d'analyses historiques. Sur ce terrain moins défriché, J. McDougall cède à une chronologie politique plus classique,

suivant les présidents algériens successifs. Il réussit cependant à établir des tensions-clés entre, d'une part, un imaginaire politique moniste où l'État, le parti et le peuple ne font qu'un et, d'autre part, des luttes de pouvoir factionnelles et une économie politique inégalitaire.

Si l'équilibre est maintenu sous la présidence Boumediene, la crise des années 1980 vient révéler ce qui a en partie toujours été là : crise de l'économie politique, avec la diminution de la rente des hydrocarbures, et crise de légitimité d'un FLN menacé par des contestations islamistes et berbéristes, débouchant sur une crise ouverte du régime qui voit la fin du parti unique du FLN au tournant des années 1990. Le coup d'État militaire de janvier 1992, interrompant le processus électoral, vient s'inscrire dans la longue durée d'un État dominé par les militaires depuis 1962 et jamais vraiment contenu par l'État de droit.

De la « décennie noire » à la non-révolution

C'est ce profond ancrage chronologique qui rend légitime le pari (assez osé) de pousser l'analyse jusqu'à la « décennie noire » de 1992 à 2002. Comme J. McDougall le reconnaît lui-même, il est impossible d'écrire « une histoire satisfaisante de ce qui s'est passé en Algérie au milieu des années 1990, vingt ans plus tard » (p. 292), malgré un important travail d'entretiens avec des acteurs de l'époque. En effet, l'impossibilité de produire une connaissance scientifique sur ce conflit est l'une des conséquences les plus durables de sa violence. Celle-ci, multiforme et diffuse, provoque un effondrement des liens sociaux et donc des liens de confiance qui sont indispensables à la transmission de faits historiques.

Vu l'actualité brûlante de cette période en Algérie, ce dernier chapitre ne manquera pas de susciter des controverses. Par exemple, J. McDougall reprend à son compte la polémique algéro-algérienne sur l'usage de l'expression « guerre civile » pour décrire la violence des années 1990. Pour certains Algériens critiques du régime, il n'y aurait pas eu de guerre civile en Algérie, car il n'y a eu ni effondrement de l'État ni camps opposés, d'où le terme de « décennie noire » pour désigner une violence diffuse.

Mais, insérée dans un contexte mondial, celle-ci semble moins pertinente. Les guerres civiles guatémaltèque, libanaise ou encore syrienne, pour n'en citer que quelques-unes, partagent bien des caractéristiques avec ce qui se passe en Algérie dans les années 1990. D'autres politistes pourront se demander si, à force d'opposer l'État et la société, J. McDougall ne finit pas par surestimer rétrospectivement le niveau d'organisation du régime face à la crise de 1988-1992.

Mais son analyse reste convaincante, car elle refuse la tentation de ne voir la décennie noire que comme rupture. La thématique répétée de rapports contrastés entre un État pas si fort et une société plutôt résistante permet donc de tirer l'ouvrage jusqu'à un épilogue sur la situation en Algérie depuis 2011. La question obsédante chez les spécialistes et pseudo

spécialistes de la région est la suivante : pourquoi n'y a-t-il pas eu de Printemps arabe en Algérie ?

En fait, selon J. McDougall, l'Algérie ne vit pas tellement dans l'ombre des révolutions des autres voisins arabes, mais dans l'ombre de sa propre révolution. Les luttes factionnelles au sein du pouvoir entachent depuis le début la promesse du 1^{er} novembre 1954 d'une révolution lancée pour la dignité nationale et l'égalité sociale. Loin d'être une anomalie, la situation algérienne actuelle serait donc à replacer dans les contradictions de la révolution algérienne et, plus loin encore, dans les tensions constitutives de la construction étatique depuis les périodes ottomanes et françaises.

Il y aurait bien d'autres choses à résumer et à discuter, tant il s'agit d'un ouvrage dense, parfois trop dense. Mais le pari central est hautement relevé, celui d'une histoire qui place les Algériens au centre, qui dépeint une société complexe parcourue de ses propres dynamiques, caractérisée autant par sa stabilité et ses continuités que par les ruptures violentes qui attirent souvent l'attention des chercheurs étrangers.

Dans une période de prolifération de polémiques des deux côtés de la Méditerranée sur l'histoire coloniale, les usages politiques de la violence ou l'avenir du régime algérien, il est donc à espérer que des traductions en arabe et en français viennent donner à ce travail le public et l'impact qu'il mérite — surtout en Algérie.

Publié dans laviedesidees.fr, le 5 février 2018.